

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

PIERRE ET VACANCES

Société anonyme au capital de 4.619.875,36 euros
Siège social : L'Artois – Espace Pont de Flandre
11 rue de Cambrai – 75947 Paris cedex 19
316 580 869 RCS Paris
(la « **Société** »)

**AVIS DE CONVOCATION A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 12 FÉVRIER 2026
VALANT AVIS RECTIFICATIF A L'AVIS DE REUNION PARU AU BULLETIN DES ANNONCES LEGALES
OBLIGATOIRES DU 7 JANVIER 2026, BULLETIN N°3, ANNONCE 2505119**

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la Société sont convoqués en assemblée générale mixte (ordinaire et extraordinaire) le jeudi 12 février 2026, à 14 heures 30, au Handilab situé 84 Rue Charles Michels, 93200 Saint-Denis, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour et les projets de résolutions présentés ci-après.

ORDRE DU JOUR

De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

- Résolution 1 :** Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 30 septembre 2025
- Résolution 2 :** Affectation du résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2025
- Résolution 3 :** Apurement du poste « report à nouveau » débiteur, sous réserve de l'adoption préalable de la Résolution 2 de l'Assemblée Générale,
- Résolution 4 :** Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 30 septembre 2025
- Résolution 5 :** Approbation des conventions réglementées visées par les articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce
- Résolution 6 :** Approbation des informations mentionnées au I de l'article L. 22-10-9 du Code de commerce en matière de rémunération pour l'exercice clos le 30 septembre 2025, pour l'ensemble des mandataires sociaux
- Résolution 7 :** Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2025 à Monsieur Georges Sampeur en sa qualité de Président du Conseil d'administration
- Résolution 8 :** Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours ou attribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2025 à Monsieur Franck Gervais en sa qualité de Directeur général
- Résolution 9 :** Approbation de la politique de rémunération 2025/2026 applicable à l'ensemble des mandataires sociaux de la Société
- Résolution 10 :** Ratification de la nomination provisoire en qualité d'administrateur d'ATREAM
- Résolution 11 :** Autorisation à consentir au Conseil d'administration à l'effet d'opérer sur les actions de la Société dans le cadre du dispositif prévu à l'article L. 22-10-62 du Code de commerce

De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

- Résolution 12 :** Modifications de l'article 7 des statuts de la Société
- Résolution 13 :** Pouvoirs à donner en vue des formalités

L'attention des actionnaires est attirée sur le fait que l'avis de réunion comportant l'ordre du jour et le texte des résolutions publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 7 janvier 2026, bulletin n°3, annonce 2505119, est modifié s'agissant du contenu de la Résolution 12 ainsi qu'il suit :

Résolution 12 : Modifications de l'article 7 des statuts de la Société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, décide de modifier comme suit l'article 7 des statuts de la Société, le reste de l'article demeurant inchangé :

Version nouvelle proposée en marques de révision
<p>7.2 ADP 2022</p> <p>7.2.1 Droits et obligations attachés aux ADP 2022</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les actions de préférence (ensemble les « ADP 2022 ») et les droits de leurs bénéficiaires sont régis par les dispositions applicables du Code de commerce, notamment ses articles L. 228-11 et suivants. Les ADP 2022 sont soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales. 2. Les ADP 2022 ont toutes une valeur nominale unitaire égale à celle des actions ordinaires, soit 0,01 euro. 3. <u>Les ADP 2022 sont inaliénables et soumises à une obligation de conservation prenant fin à la Date de Conversion. Toutefois, elles peuvent être, en tout ou partie :</u> <ul style="list-style-type: none"> - <u>apportées à toute offre publique visant les titres de la Société, dès lors que cette offre est recommandée par le Conseil d'administration ; et/ou</u> - <u>transférées, cédées et/ou apportées par voie d'apport en nature à tout cessionnaire dans le cadre d'une opération de changement de contrôle de la Société (au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce), sous réserve de l'accord préalable du Conseil d'administration ;</u> <p><u>ladite offre publique ou ladite opération de changement de contrôle étant définie comme une « Opération Qualifiante ».</u></p> <p>[...]</p> <p>7.2.2 Principes généraux applicables à la conversion des ADP 2022</p> <p>[...]</p> <ol style="list-style-type: none"> 3. le Conseil d'administration doit se réunir dans les trois jours ouvrés suivant le quatrième anniversaire du 16 septembre 2022 (la « Date de Constataion ») pour, selon les modalités prévues aux présentes, (i) constater la satisfaction de tout ou partie des Conditions de Performance (le cas échéant), (ii) constater le pourcentage de conversion d'ADP 2022 en actions ordinaires de la Société auquel donne droit la satisfaction de ces conditions (le cas échéant) (pour chaque Condition de Performance, le « Droit de Conversion ») et (iii) déterminer conformément à l'<u>Annexe B</u> (Pondération de Présence) une pondération du Droit de Conversion pour chaque titulaire d'ADP 2022 ayant perdu préalablement à la Date de Constataion la qualité de bénéficiaire éligible aux ADP 2022, telle que définie par le Conseil d'administration en application des articles L 225-197-1 et suivants du Code de commerce, en fonction de sa Date de Départ (tel que ce terme est défini et conformément à l'<u>Annexe B</u>) (la « Pondération de Présence ») ; <u>en toute hypothèse, le Conseil d'administration pourra, à tout moment et à sa seule discrétion, déterminer un pourcentage de Pondération de Présence différent de celui réputé applicable à un titulaire d'ADP 2022, sans que cela puisse préjudicier audit titulaire.</u> 4. <u>La Société notifiera chaque titulaire d'ADP 2022 du Droit de Conversion et de la Pondération de Présence lui étant applicables dans les 10 jours ouvrés suivants la Date de Constataion.</u> 5. <u>A compter de la réception de la notification susmentionnée, la conversion des ADP 2022 en actions ordinaires de la Société interviendra, selon le cas (la « Date de Conversion ») :</u>

Version nouvelle proposée en marques de révision

- (i) à l'initiative du titulaire jusqu'au 31 mars 2029 au plus tard (la « **Période de Conversion** ») au moyen d'une instruction de conversion adressée à la Société par lettre recommandée avec accusé de réception : la conversion intervenant le cinquième jour ouvré suivant sa réception les ADP 2022 sont automatiquement converties en actions ordinaires de la Société, le premier jour ouvré suivant la Date de Constatation (le Conseil d'administration ayant la possibilité de prolonger la Période de Conversion jusqu'au 30 septembre 2029, auquel cas la prolongation sera notifiée aux titulaires concernés préalablement au 31 mars 2029) ;
- (ii) automatiquement le cinquième jour ouvré suivant l'échéance de la Période de Conversion (telle qu'éventuellement prolongée) pour les ADP 2022 n'ayant pas fait l'objet d'une instruction de conversion avant ladite échéance (la « **Date de Conversion** »),
6. la conversion se fera sur la base d'un ratio égal, pour chaque bénéficiaire, au montant le plus élevé entre (le « **Ratio de Conversion** ») :
- (i) un (1) ; et
- (ii) le résultat de la formule ci-dessous :
- $$(N^{ADP} / N^{TADP}) \times N^{TAO} \times \sum DC \times PP$$
- où :
- « **N^{ADP}** » désigne le nombre d'ADP 2022 détenues par un bénéficiaire ;
- « **N^{TADP}** » désigne le nombre total d'ADP 2022 pouvant être émises au titre des présentes, c'est-à-dire 1.000 ADP 2022 ;
- « **N^{TAO}** » désigne le nombre maximum d'actions ordinaires auxquelles donnent droit (en cas de réalisation des Conditions de Performance) l'intégralité des ADP 2022 pouvant être émises, c'est-à-dire 22.916.004 actions ordinaires ;
- « **PP** » désigne, exprimé en pourcentage, pour un bénéficiaire le nombre figurant dans la colonne « Pondération de Présence » de l'Annexe B (Pondération de Présence), étant précisé qu'en l'absence de Cas de Départ (tel que ce terme est défini en Annexe B) pour ce bénéficiaire, PP sera égal à 100% ;
- « **$\sum DC$** » désigne la somme des Droits de Conversion dudit bénéficiaire, exprimée en pourcentage ;
7. en cas d'offre publique d'Opération Qualifiante à l'issue de laquelle l'initiateur de ladite offre publique le cessionnaire viendrait à détenir plus de 50% du capital social ou des droits de vote de la Société avant la Date de Constatation :
- (i) la Pondération de Présence PP applicable à chaque titulaire d'ADP 2022 qui n'aurait pas perdu la qualité de bénéficiaire éligible aux ADP 2022 à la date à laquelle l'initiateur de l'offre publique susvisée le cessionnaire de l'Opération Qualifiante détiendrait plus de 50% du capital social ou des droits de vote de la Société sera réputée égale à (i) en cas de « Départ volontaire ou assimilé » tel que défini en Annexe B, 0% et (ii) dans tous les autres cas, 100% ;
- (ii) si le prix par titre auquel l'offre publique l'Opération Qualifiante est réalisée est supérieur à l'un des PMA Cibles, le Droit de Conversion attaché à ce PMA Cible ainsi que, le cas échéant, celui attaché à tout PMA Cible inférieur, sera(ont) réputés acquis pour les besoins du calcul du Ratio de Conversion ;
- [...]
9. la réalisation de l'une des Conditions de Performance déclenche un Droit de Conversion au titre de ladite condition seulement, pour une Période de Performance donnée, selon les modalités exposées ci-après : [...]
- (v) à hauteur de 25% du nombre total d'ADP 2022, l'acquisition du Droit de Conversion concerné est conditionnée à l'atteinte d'un Prix Moyen des Actions (un « **PMA Cible** ») pendant au moins soixante (60) jours de bourse au cours de la Période de Référence (sans préjudice du paragraphe 7. (ii) ci-dessus) (pour chaque PMA Cible Période de Performance considérée, une « **Condition de Cours de Bourse** ») supérieur ou égal à :
- 1,40 euros (le « **PMA Cible 1** ») ;
 - 1,85 euros (le « **PMA Cible 2** ») ;

Version nouvelle proposée en marques de révision

- 2,35 euros (le « **PMA Cible 3** ») ;

auquel cas la Condition de Cours de Bourse au titre du PMA Cible concerné est réputée atteinte et permet d'acquérir les Droits de Conversion qui lui sont attachés, tels que figurant ci-dessous :

- 7,5% des ADP 2022 en cas d'atteinte du PMA Cible 1 ;
- 8,75% des ADP 2022 en cas d'atteinte du PMA Cible 2 ;
- 8,75% des ADP 2022 en cas d'atteinte du PMA Cible 3 ;

avec le « **Prix Moyen des Actions** » désignant le prix moyen pondéré par les volumes (volume-weighted average share price) des actions ordinaires de la Société sur Euronext Paris,

[...]

7.3 ADP 2022-2

[...]

7.3.2 Principes généraux applicables à la conversion des ADP 2022-2

[...]

7. La survenance d'une OP ne permettant pas d'atteindre un ou plusieurs PMA Cibles, n'a pas d'impact sur les ADP 2022-2 qui restent convertibles en cas d'atteinte ultérieurement du ou des PMA Cible(s) qui n'ont pas été atteints préalablement (y compris le cas échéant dans le cadre d'une OP ultérieure, la conversion dans cette hypothèse ayant lieu dans les conditions du paragraphe ci-dessous) avant l'expiration de la Période de Convertibilité. Toutefois, pour le cas où un initiateur mettrait en œuvre un retrait obligatoire au sens de l'article 237-1 du Règlement général de l'AMF suite à une OP ne permettant pas d'atteindre le PMA Cible pour l'ensemble des Tranches, le Bénéficiaire n'ayant pas pu convertir les ADP 2022-2 dans leur intégralité, chaque ADP 2022-2 qui demeure détenue par un Bénéficiaire à l'issue de l'OP est automatiquement convertie en une action ordinaire de la Société le jour de la publication par l'AMF de l'avis de mise en œuvre du retrait obligatoire.

[...]

16. Les ADP 2022-2 sont inaliénables étant toutefois précisé :

(x) qu'à compter de l'expiration de la Période Initiale, elles pourront être transférées en tout ou partie par un Bénéficiaire :

- (i) à une entité directement ou indirectement contrôlée (au sens de l'article L. 233-3, I. du Code de commerce) par lui (sous réserve de s'engager à en conserver le contrôle jusqu'à l'expiration de la Période de Convertibilité),
- (ii) à BNP Paribas Développement (directement ou par une entité visée au (i) ci-avant à la suite d'un premier transfert à cette entité) ou
- (iii) ~~pour les Tranches concernées uniquement, (α) à l'offrant, par voie d'apport à l'OP uniquement, en cas d'OP dont le prix par action proposé (y compris dans le cadre d'une offre concurrente ou en cas de surenchère) (ou en cas d'offre publique d'échange, la valeur des titres proposés) serait supérieur ou égal à un ou plusieurs PMA Cible, recommandée par le Conseil d'administration et/ou (β) au cessionnaire (y compris par voie de cession et/ou apport en nature) dans le cadre d'une opération de changement de contrôle de la Société (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce) sous réserve de l'accord préalable du Conseil d'administration ; dans chacun des cas (α) et (β) quel que soit le prix auquel la transaction est réalisée ;~~

les cessionnaires mentionnés au (i), (ii) et (iii) étant alors liés par l'inaliénabilité (sous la seule réserve du transfert à BNP Paribas Développement susmentionné) ; et

(y) qu'en cas de décès d'un Bénéficiaire, elles seront transférées à ses héritiers ou ayant-droits, qui seront alors liés par l'inaliénabilité.

[...]

26. Le Conseil d'administration a tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les règlements, dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus, à l'effet, sans que

Version nouvelle proposée en marques de révision	
<i>cela soit limitatif, de :</i>	
a.	<i>déterminer les incidences sur les droits des bénéficiaires d'ADP 2022-2 des opérations modifiant le capital ou susceptibles d'affecter la valeur des actions ordinaires de la Société susceptibles d'être obtenues par conversion, et de prendre l'ensemble des mesures nécessaires à l'effet de protéger les droits des Bénéficiaires ;</i>
b.	<i>le cas échéant, modifier les statuts de la Société en conséquence et, plus généralement, adapter ou modifier les statuts de la Société pour tenir compte des termes et conditions des ADP 2022-2 et des actions ordinaires émises par conversion des ADP 2022-2 ;</i>
c.	<i>le cas échéant, constater l'existence de réserves suffisantes et procéder en vue de chaque attribution au virement à un compte de réserve indisponible des sommes nécessaires à la libération des ADP 2022-2 nouvelles à attribuer et des actions ordinaires à émettre à raison de la conversion des ADP 2022-2 ;</i>
d.	<i>constater le cas échéant l'émission des actions émises par voie de conversion des ADP 2022-2 ; et</i>
e.	<i>plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire ou utile à la création de la nouvelle catégorie d'actions de préférence envisagée, insérer les modifications statutaires telles qu'établies dans la présente résolution <u>requises</u> et procéder à toutes les formalités en résultant.</i>
[...]	

Le reste de l'avis de réunion publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 7 janvier 2026, bulletin n°3, annonce 2505119 demeure inchangé pour les besoins du présent avis de convocation.

A. Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée générale

L'Assemblée générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

Les actionnaires souhaitant participer à l'Assemblée générale, s'y faire représenter ou voter à distance, devront justifier de la propriété de leurs actions au deuxième jour ouvré précédant l'Assemblée générale, soit le mardi 10 février 2026 à zéro heure, heure de Paris par l'inscription en compte de leurs actions à leur nom, conformément aux conditions prévues à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce.

B. Modes de participation à l'Assemblée générale

1. Les actionnaires désirant assister physiquement à l'Assemblée générale pourront :

- pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites **au nominatif** :
 - se présenter le jour de l'Assemblée directement au guichet spécialement prévu à cet effet muni d'une pièce d'identité.
 - demander une carte d'admission :
 - soit auprès des services d'Uptevia – Assemblée Générale – 90 / 110 Esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex, avant le lundi 9 février 2026.

- soit :

- pour l'actionnaire au nominatif pur : en faisant une demande en ligne sur la plateforme sécurisée VOTACCES accessible via l'adresse : <https://www.investors.uptevia.com/>. L'actionnaire au nominatif pur devra se connecter au site avec ses codes d'accès habituels. Après s'être connecté à l'Espace Actionnaire, il devra suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et voter ou désigner ou révoquer un mandataire.
- pour l'actionnaire au nominatif administré : en accédant au site de vote via le site VoteAG <https://www.voteag.com/>. L'actionnaire au nominatif administré devra se connecter à VoteAG avec les codes temporaires transmis sur le Formulaire unique de vote. Une fois sur la page d'accueil du site, il devra suivre les indications à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et demander une carte d'admission.

➤ pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites **au porteur** :

- demander à l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres, qu'une carte d'admission lui soit adressée.
- Si l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres est connecté au site VOTACCESS, l'actionnaire peut également demander une carte d'admission par voie électronique selon les modalités suivantes :

Après s'être identifié sur le portail internet de cet intermédiaire avec ses codes d'accès habituels, il devra cliquer sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à ses actions et suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et demander une carte d'admission

2. Les actionnaires n'assistant pas personnellement à l'Assemblée générale et souhaitant voter par correspondance ou être représentés en donnant pouvoir au Président de l'Assemblée générale ou à toute autre personne pourront :

➤ pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites **au nominatif** :

- soit renvoyer le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration, qui lui sera adressé avec la convocation, à l'adresse suivante : Uptevia – Assemblée Générale – 90 / 110 Esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex.

Les désignations ou révocations de mandataires exprimées par voie papier devront être réceptionnées au plus tard 3 jours calendaires avant la date de l'Assemblée générale soit le lundi 9 février 2026 à 0 heure au plus tard.

- soit transmettre ses instructions de vote, et désigner ou révoquer un mandataire par Internet avant l'Assemblée générale, sur le site VOTACCESS, dans les conditions décrites ci-après :

L'actionnaire au nominatif pur qui souhaite voter par Internet accédera au site VOTACCESS via l'adresse : <https://www.investors.uptevia.com/investor/#/login>. L'actionnaire au nominatif pur devra se connecter au site avec ses codes d'accès habituels.

L'actionnaire au nominatif administré pourra accéder au site de vote via le site VoteAG <https://www.voteag.com/>. L'actionnaire au nominatif administré devra se connecter à VoteAG avec les codes temporaires transmis sur le Formulaire unique de vote. Une fois sur la page d'accueil du site, ils devront suivre les indications à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et voter ou désigner ou révoquer un mandataire.

➤ pour l'actionnaire dont les actions sont inscrites **au porteur** :

- demander le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration auprès de l'intermédiaire qui gère ses titres à compter de la date de convocation de l'Assemblée générale. Ledit formulaire unique devra être accompagné d'une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire financier et adressé à : Uptevia – Assemblée Générale – 90 / 110 Esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex.

Pour être pris en compte, les formulaires de vote par correspondance devront être reçus par l'émetteur ou le service Assemblées Générales d'Uptevia, au plus tard trois jours avant la tenue de l'Assemblée générale soit le lundi 9 février 2026 à 0 heure.

- Si l'intermédiaire habilité qui assure la gestion de son compte titres est connecté au site VOTACCESS, l'actionnaire devra s'identifier sur le portail internet de son établissement teneur de compte avec ses codes d'accès habituels. Il devra ensuite cliquer sur l'icône qui apparaît sur la ligne correspondant à ses actions et suivre les indications données à l'écran afin d'accéder au site VOTACCESS et voter ou désigner ou révoquer un mandataire.
- Si l'établissement teneur de compte de l'actionnaire n'est pas connecté au site VOTACCESS, conformément aux dispositions de l'article R. 225-79 du code de commerce la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :
 - l'actionnaire devra envoyer un email à l'adresse : ct-mandataires-assemblees@uptevia.com
 - cet email devra obligatoirement contenir les informations suivantes : nom de l'émetteur concerné, date de l'Assemblée générale, nom, prénom, adresse, références bancaires du mandant ainsi que les nom, prénom et si possible l'adresse du mandataire
 - l'actionnaire devra obligatoirement demander à son intermédiaire financier qui assure la gestion de son compte titre d'envoyer une confirmation écrite à l'adresse suivante, Uptevia – Assemblée Générale – 90 / 110 Esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex.

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandats pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée, toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra être prise en compte.

Afin que les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées au plus tard la veille de l'assemblée, soit le mercredi 11 février 2026 à 15 heures (heure de Paris).

Le site VOTACCESS sera ouvert à compter du mercredi 28 janvier 2026 à 10 heures au mercredi 11 février 2026 à 15 heures (heure de Paris). Toutefois, afin d'éviter tout engorgement éventuel du site VOTACCESS, il est recommandé aux actionnaires de ne pas attendre la veille de l'assemblée pour voter.

Les actionnaires qui auront envoyé une demande de carte d'admission, un pouvoir ou un formulaire de vote par correspondance ne pourront plus changer de mode de participation à l'Assemblée générale.

C. Questions écrites

Conformément à l'article R. 225-84 du Code de commerce chaque actionnaire a la faculté d'adresser au conseil d'administration, lequel répondra en séance, les questions écrites de son choix.

Les questions doivent être envoyées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'adresse suivante : L'Artois – Espace Pont de Flandre – 11, rue de Cambrai – 75947 PARIS Cedex 19 ou par télécommunication électronique à l'adresse suivante : agm2026@groupepvcp.com.

Cet envoi doit être réalisé au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'Assemblée générale.

D. Droit de communication des actionnaires

Tous les documents et informations prévues à l'article R.22-10-23 du Code de commerce peuvent être consultés sur le site de l'émetteur : <http://www.groupepvcp.com>, depuis le vingt-et-unième jour précédant l'Assemblée générale, soit le 22 janvier 2026.

E. Retransmission de l'Assemblée générale

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, l'Assemblée générale fera l'objet, dans son intégralité, d'une retransmission audiovisuelle en direct.

Son enregistrement sera consultable dans les conditions prévues par les dispositions applicables.

Les informations de connexion à la retransmission en direct seront communiquées ultérieurement sur le site internet de la Société.

Le conseil d'administration.